



Ministère des Armées

Direction du service de l'énergie opérationnelle

Approvisionnement courant en carburants aériens par camion-citerne

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
N° 03/22 du 10 mai 2022**

Numéro de consultation : DAF-2022-001171

Établi en application du code de la commande publique

Procédure de passation : Système d'Acquisition Dynamique - Admission

Procédure de consultation : Appel d'offres restreint

Table des matières

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE	3
Article 2 - OBJET DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	3
Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	3
Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
Article 5 - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
Article 6 - MODALITES DE SELECTION DANS LE SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
Article 7 - DESCRIPTION ET ETENDUE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
Article 8 - CLAUSES RELATIVES AUX MARCHES SPECIFIQUES	8
8.1 Modalités des remises en concurrence pour l'attribution des marchés spécifiques	8
8.2 Divers	8
Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES	10
9.1 Forme des notifications et des informations	10
9.2 Langue	10
9.3 Assurances	10
9.4 Autres obligations administratives	11
9.5 Résiliation	11
9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire	12
9.7 Litiges et contentieux	12
Article 10 - ANNEXES	12
Article 11 - DEROGATIONS	12

Article 1 - PRÉAMBULE - CONTEXTE

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » : c'est un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des fournitures courantes, par lequel le pouvoir adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Marché spécifique** » ou « **Mspé** » : marché passé dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

BCE : banque centrale européenne.

CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et de services courants (arrêté du 30 mars 2021 - Journal officiel de la république française du 1^{er} avril 2021).

CETSEO : centre d'expertise technique du service de l'énergie opérationnelle.

DSEO : direction du service de l'énergie opérationnelle.

CSTA : centre de soutien technique et administratif.

CLEO : commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle.

ETSEO : échelon territorial du service de l'énergie opérationnelle.

SEO : service de l'énergie opérationnelle.

PLACE : Plateforme des AChats de l'Etat sur www.marches-publics.gouv.fr site des marchés publics de l'Etat où tous les échanges entre les opérateurs économiques et l'acheteur se réalisent.

Par le présent SAD, le titulaire s'engage à assurer dans le cadre des marchés spécifiques dont il est susceptible d'être titulaire, à partir de ses raffineries ou dépôts, l'approvisionnement courant en carburants aériens, par camion-citerne, des établissements du service de l'énergie opérationnelle (S.E.O) et de ses clients en France métropolitaine.

Article 2 - OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet l'approvisionnement courant en carburants aériens, par camion-citerne, des établissements du service de l'énergie opérationnelle (S.E.O) et de ses clients en France métropolitaine.

Le système d'acquisition dynamique est un marché de fournitures.

Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le présent système d'acquisition dynamique est subdivisé en 7 lots établis en fonction du mode de transport utilisé (camion-citerne), du type de distribution (livraison ou enlèvement), de la zone géographique concernée, à savoir :

- ❖ Lot n° 1 : "F-35 - DDP camion-citerne - Nord-Est" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Ile de France – Hauts de France – Grand-Est - Bourgogne Franche-Comté
- ❖ Lot n° 2 : "F-35 – DDP camion-citerne - Nord-Ouest" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Bretagne – Normandie – Centre Val de Loire – Pays de la Loire
- ❖ Lot n° 3 : "F-35 – DDP camion-citerne - Sud-Ouest" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Nouvelle Aquitaine – Occitanie (exclus les départements du Gard, de la Lozère et de l'Hérault)
- ❖ Lot n° 4 : "F-35 - DDP camion-citerne - Sud-Est" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Provence Alpes Côte d'Azur – Auvergne Rhône Alpes – Occitanie (seulement inclus les départements du Gard, de la Lozère et de l'Hérault)
- ❖ Lot n° 5 : "F-18 – DDP camion-citerne – Nord-Ouest - Sud-Ouest – Sud-Est » - Livraison par camion-citerne civil d'essence aviation dans les régions Bretagne – Nouvelle Aquitaine – Provence Alpes Côte d'Azur
- ❖ Lot n° 6 : « F-35 – DDP camion-citerne petit porteur – Nord-Ouest – Sud-Ouest » - Livraison par camion-citerne civil petit porteur de carburéacteur dans les régions Centre Val de Loire – Nouvelle Aquitaine
- ❖ Lot n° 7 : « F-35 – EXW camion-citerne » - Enlèvement ex-dépôt de carburéacteur par camion-citerne

Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le système d'acquisition dynamique est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses particulières (CCP n° 03/22 du 10 mai 2022) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services courants (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 non joint au présent marché et dont le titulaire déclare avoir pris connaissance ;
- les offres du candidat dans le cadre des divers marchés spécifiques passés après la notification du SAD.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne saurait s'intégrer au présent SAD. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achats, des conditions de vente figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 5 - DURÉE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de sa date de notification au premier titulaire, jusqu'au 31 décembre 2026.

A l'issue de cette période, le SAD peut être reconduit, de façon tacite, quatre (4) fois un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder huit (8) ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

- Le titulaire peut éventuellement refuser la reconduction, à condition d'en informer le SEO, par lettre recommandée avec accusé de réception ou via PLACE, au plus tard six (6) mois avant l'échéance annuelle du SAD.
- Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le SAD, il en informe les titulaires au moins trois (3) mois avant l'échéance annuelle du SAD par courrier recommandé avec avis de réception ou via PLACE.

Les marchés spécifiques prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2023. La durée des marchés spécifiques, de type "à bons de commande", pour chaque lot, est d'un an sauf mention particulière.

La conclusion des marchés spécifiques passés sur la base du SAD ne peut se faire que pendant la durée de validité du SAD.

Article 6 - MODALITÉS DE SÉLECTION DANS LE SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les modalités relatives à l'examen des candidatures sont décrites dans le règlement de la consultation.

Article 7 - DESCRIPTION ET ÉTENDUE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Produits :

Les carburants aériens à livrer sont :

- F-35 ou Jet A-1 «carburéacteur pour turbomachines d'aviation, type kérosène» ;
- F-18 «essence aviation grade 100/130 basse teneur en plomb (Avgas 100 LL)».
- Le «carburéacteur pour turbomachines d'aviation, type kérosène», codifiée OTAN «F-35», doit être conforme à la spécification DCSEA 134, à jour de ses derniers amendements.
- L'«essence aviation grade 100/130 basse teneur en plomb (Avgas 100 LL)», codifiée OTAN «F-18», doit être conforme à la spécification DCSEA 118, à jour de ses derniers amendements.

Les spécifications DCSEA 134 et DCSEA 118 à jour de leurs derniers amendements sont annexées au présent CCP.

Toutes modifications de ces dernières qui interviendraient en cours d'exécution du SAD seront systématiquement appliquées dans le mois qui suit la notification par le bureau Achat du centre de soutien technique et administratif du S.E.O de ces modifications.

Le titulaire fournit systématiquement un certificat de qualité attestant la conformité du produit ainsi que tous les éléments nécessaires à la traçabilité de ce dernier.

NOTA : Le carburéacteur fourni doit être produit à partir d'un procédé de fabrication tel que la distillation de composés hydrocarbonés issus des sources conventionnelles et suivi ou non d'une hydrogénation, d'un craquage ou d'un procédé d'adoucissement (Merox). Ce procédé doit être clairement décrit et respecté pour tous les lots de fabrication. Le biocarburant aéronautique éventuellement contenu dans le produit devra être conforme à la spécification ASTM D7566 à jour de ses derniers amendements. Si le carburéacteur livré par le fournisseur contient du biocarburant aéronautique, il devra être conforme aux exigences de la Table 1 et Table 2 de l'ASTM D7566 et de la spécification DCSEA 134 en vigueur au moment de la livraison.

Quantités :

Les quantités à approvisionner au titre du SAD varient en fonction des lots et des années.

A titre d'information et sans engagement de l'administration, la quantité estimative tous lots confondus est de 124 290 m³, la quantité maximum tous lots confondus est de 258 510 m³.

Seules les quantités indiquées sur les bons de commandes ont valeur contractuelle.

A titre d'information et sans engagement de l'administration, des données estimatives et maximum sont fournies dès à présent pour l'année 2023 en annexe 3 au CCP. Seules les quantités indiquées dans les marchés spécifiques ont valeur contractuelle.

Additivation :

Des additifs fournis par le SEO, ou un autre fournisseur, peuvent être incorporés aux produits livrés sur demande expresse du bureau Achat du CSTA du SEO. Les modalités de ces adjonctions sont précisées lors de la commande.

Fiche de données de sécurité :

Tout au long de l'exécution du SAD, le titulaire fournit la fiche de données de sécurité du produit livré, à jour, et conforme à la réglementation en vigueur en France. Sans contrepartie financière, il autorise le SEO à utiliser ce document pour établir sous son timbre la fiche de données de sécurité du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du SEO, y compris par son insertion dans la bibliothèque des fiches de données de sécurité du SEO distribuée sur support informatique.

Accès aux sites de livraison et protocoles de sécurité :

Toute personne relevant du titulaire ou de son transporteur est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Une enquête administrative peut être diligentée auprès de la Direction de la protection des moyens et activités de la défense après contact auprès de l'officier de sécurité de la DSEO. Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R 1332-22-1 du code de la Défense. Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le SAD.

CONDITIONS D'EXECUTION :

7.1 Commandes - Enlèvements - Livraisons

Les commandes sont passées soit par le CLEO, soit par les Échelons Territoriaux du Service de l'Energie Opérationnelle (ETSEO) et comportent obligatoirement les indications suivantes :

- les références du présent marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le numéro de lot ;
- le lieu de fourniture par la société ;
- le carburant aérien livré ;
- le mode de livraison ;
- le statut douanier ;
- l'établissement du SEO (ou autre) à approvisionner ;

- la quantité commandée.
- la date de livraison souhaitée et/ou délai de livraison

Les conditions d'exécution relatives aux commandes, aux enlèvements et aux livraisons sont décrites par mode de transport aux annexes 5 et 6 du présent CCP.

7.2 Délais contractuels d'exécution

Les commandes passées pour le mois M doivent avoir été exécutées par le titulaire au plus tard le dernier jour ouvré du mois M (hors commandes complémentaires).

Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée, conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le bureau Achat du CSTA, par le CLEO ou par les ETSEO qui a passé la commande, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant caractère de force majeure.

Il revient au titulaire d'informer respectivement le bureau Achat du CSTA, ou le CLEO ou les ETSEO, dans les plus brefs délais, de l'impossibilité de livrer le produit et d'en donner la cause. À cette fin, il formule une demande, transmise par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur, la durée de la prolongation demandée. Il est à noter que le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Le bureau Achat du CSTA, le CLEO ou les ETSEO le cas échéant notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Sursis de livraison

Conformément à l'article 21.5 du CCAG/FCS en référence, un sursis de livraison peut être accordé.

Par dérogation à l'article 21.5 du CCAG/FCS, un sursis de livraison peut être accordé par le bureau Achat du CSTA, par le CLEO ou par les ETSEO qui a passé la commande lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai mentionnée ci-dessus, une cause qui n'est pas de son fait, met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (les formalités d'octroi sont les mêmes que celles formulées dans le paragraphe ci-avant). Il suspend alors pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard et, en tout état de cause, il ne modifie pas les conditions contractuelles initialement prévues.

Le bureau Achat du CSTA, le CLEO ou l'ETSEO le cas échéant notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution éventuellement déjà prolongé.

7.3 Constatation de l'exécution des prestations

Les livraisons sont effectuées en exécution des bons de commande émis ; chaque livraison donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison. **Ce bon de livraison devra comporter obligatoirement le volume à température ambiante et le volume à 15° C.**

Le titulaire doit systématiquement produire un certificat de qualité concernant les produits délivrés. L'admission à l'issue des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives de chaque fourniture de produit est prononcée conformément aux paragraphes 7.5 et 7.6 et comme indiqué dans les annexes 5 et 6 du présent CCP.

7.4 Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard de livraison ou de mise à disposition de commandes non admis au bénéfice des dispositions qui précèdent donne lieu à l'application de pénalités calculées en application des formules suivantes :

Quantité inférieure ou égale à 500 m³ :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Quantité supérieure à 500 m³ :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

dans lesquelles :

P = le montant des pénalités en € HT,

V = la valeur de la prestation (quantité de produit réceptionnée multipliée par le prix unitaire en vigueur à la date contractuelle de livraison, de perception ou de mise à disposition du produit),

R = le nombre de jours calendaires de retard.

7.5 Opérations de vérification qualitative

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le délai imparti au SEO pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de 25 jours à compter de la date de livraison, ou de mise à disposition, du produit.

L'analyse des échantillons de contrôle et/ou témoins est effectuée par le Centre d'Expertise Technique du Service de l'Energie Opérationnelle (C.E.T.S.E.O) ou par tout autre laboratoire agréé par le SEO, suivant les méthodes d'essais indiquées dans la spécification de référence précisée aux annexes 1 et 2 du CCP pour chaque produit.

Les normes à appliquer sont décrites dans les spécifications de référence précisée à l'article 7 pour chaque produit.

Afin de s'assurer que la qualité du produit n'a pas changé lors des transferts, la masse volumique mesurée est comparée à la masse volumique indiquée sur le certificat de qualité de la raffinerie ou du dépôt de chargement. Si les deux valeurs (ramenées aux conditions standards) diffèrent de plus de 3 kg/m³, une contamination a pu se produire. Dans cette hypothèse, une procédure de non-conformité du produit est entamée conformément à l'article cité ci-dessous.

Les opérations de vérification qualitatives sont décrites par mode de transport aux annexes 5 et 6 du présent CCP.

Procédure en cas de non conformité du produit

En cas de constat de non-conformité du produit dans le délai de 25 jours prévu au paragraphe ci-dessus, l'autorité du SEO chargée de prononcer l'admission formule des réserves auprès du titulaire et lui notifie qu'il dispose d'un délai de 10 jours pour prendre contact par écrit avec l'entité du SEO émettrice du bon de commande en vue de régler le litige.

Sous réserve que sa réponse parvienne dans le délai de 10 jours, le titulaire peut accepter les propositions du SEO, ou contester les résultats du CETSEO.

Dans ce dernier cas, une analyse contradictoire est effectuée sur un des deux échantillons témoins conservés par le SEO, dans un laboratoire neutre agréé par les parties.

Les résultats de cette analyse sont définitifs : s'ils concluent à la conformité, le produit est accepté. Dans le cas contraire, le SEO maintient sa décision de rejet du produit ou d'application de la réfaction proposée initialement.

Sans réponse du titulaire dans le délai de 10 jours, le SEO dispose alors de 15 jours pour :



- si le produit est consommable, le classer techniquement acceptable et l'accepter moyennant une réfaction de prix dont elle fixe le montant ;
- si le produit n'est pas consommable, le remettre, ainsi que celui qu'il a pollué le cas échéant, à la disposition du titulaire, à charge pour ce dernier de les évacuer et de les remplacer à ses frais par un produit conforme dans un délai maximal d'un mois.

L'absence de décision du SEO dans ce délai de 15 jours vaut décision de rejet.

7.6 Opérations de vérification quantitative

Pour les produits enlevés ou livrés en suspension de droits d'accise «sous douane», en «acquitté par le repreneur» ou en « acquitté », la quantité de produit est le volume mesuré à 15°C.

Les opérations de vérification quantitatives sont décrites par mode de transport aux annexes 5 et 6 du présent C.C.P.

7.7 Admission

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérifications qualitative et quantitative. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, par dérogation à l'article 30.1 du C.C.A.G./F.C.S., dans un délai de vingt-cinq (25) jours à compter de la livraison ou de la mise à disposition. Elle entraîne transfert de propriété au profit de l'État.

Article 8 - CLAUSES RELATIVES AUX MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les premiers marchés spécifiques prendront effet à compter du 1er janvier 2023.

8.1 Modalités des remises en concurrence pour l'attribution des marchés spécifiques

8.1.1 Conditions générales de passation des marchés spécifiques

Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de remise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le système d'acquisition dynamique est organisée conformément aux dispositions des articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique.

Les marchés spécifiques passés au titre du SAD sont :

- des marchés à bons de commande d'une durée d'un an sauf mention particulière (meetings aériens ou nouveau site en cours d'année) ;
- non reconductibles (une remise en concurrence pour l'attribution est systématiquement réalisée annuellement).

8.1.2 Documents remis aux candidats lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner

En vue de la passation d'un marché spécifique, une invitation à soumissionner est adressée simultanément à l'ensemble des opérateurs sélectionnés dans le SAD pour chacun des lots qui les concernent.

Cette invitation à soumissionner constitue le règlement de la consultation des marchés spécifiques (critère unique du prix).

Un exemple est fourni en annexe du présent CCP.

8.1.3 Modalités de choix de l'offre

Les critères d'attribution sont décrits en annexes au CCP.

8.2 Divers

8.2.1 Conditions financières

La monnaie de compte du présent SAD est l'euro (€). Les prix définis sont des prix unitaires hors toutes taxes.

Le prix de facturation du carburant aérien est celui en vigueur à la date contractuelle de livraison, de perception ou de mise à disposition du produit.

Les conditions financières sont décrites en annexes 5 et 6 au présent CCP.

8.2.2 Révision des prix

Le paramètre DIFF (différentiel) est ferme pour toute la durée d'exécution des marchés spécifiques. En conséquence, il ne donne pas lieu à révision.

Le prix initial des produits est uniquement révisé sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs COT et DEV.

Le paramètre M varie en fonction de la masse volumique conventionnelle du produit fixée par la chambre syndicale du raffinage français.

8.2.3. Avance

L'admission au SAD ne donne pas lieu au versement d'une avance.

Conformément aux articles R.2191-3 à 10 du code de la commande publique, une avance de 5% du montant toutes taxes comprises du marché spécifique est accordée au titulaire dudit marché spécifique.

Néanmoins, l'avance n'est payée que pour un Mspé d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Elle est payée sans formalité au titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du Mspé.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

8.2.4 Règlement/Nantissement

Chaque commande fait l'objet d'un règlement définitif qui s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Décimales et arrondis

Le prix initial du produit (repéré P2) et le montant total de la facture transmise pour paiement, sont arrêtés à la deuxième décimale arrondie en fonction de la valeur de la troisième.

La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale, c'est-à-dire que la deuxième décimale :

- passe à l'unité supérieure si la troisième est égale ou supérieure à 5 (arrondi par excès),
- est inchangée si elle est comprise entre 0 et 4 (arrondi par défaut).

Factures

Les quantités à prendre en compte et à facturer sont celles dont l'admission après les opérations de vérifications qualitative et quantitative a été prononcée. Les factures, détaillées par lot font apparaître les quantités approvisionnées, exprimées en m³ et à 15°C, le prix unitaire correspondant du produit.

Ce prix unitaire, issu du prix initial de l'annexe au marché spécifique, sera arrêté à la deuxième décimale.

Les factures sont établies dans les formes prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique. Elles font apparaître :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro d'engagement juridique du marché spécifique (fourni par l'Administration),
- le numéro du lot,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro SIRET de l'Etat (110 002 011 00044) et le code d'identification du service en charge du paiement (AMMAGFA001),
- le numéro SIRET de la société,
- la date de livraison des fournitures,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées,

- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.

Les factures sont libellées au nom du commandant du centre de soutien technique et administratif (CSTA) en qualité d'ordonnateur secondaire, et fait procéder à la liquidation des dépenses en préalable à leur paiement par le comptable assignataire du compte de commerce.

Factures dématérialisées « Chorus Pro »

La transmission et la réception des factures se réalise sous forme électronique :

- ✓ Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation,
 - en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction **et téléchargement de pièces complémentaires, etc.**
- ✓ Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :
 - déposer ses factures sur le portail,
 - saisir directement ses factures.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes «flux» et «portail» sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

Règlement

Le règlement des comptes s'effectue par virement auprès du compte du titulaire.

Conformément aux dispositions du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai global maximum suivant :

- Pour les paiements partiels définitifs : 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou à compter de la date d'admission des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.
En l'absence d'attestation du service fait, 25 jours à compter de la date de livraison ou d'enlèvement du produit.

Le retard de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit et sans autres formalités au profit du titulaire du marché spécifique des intérêts moratoires calculés conformément à l'article L. 2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

De plus, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Conformément à l'article R.2192-36 du code de la commande publique, le paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires à la liquidation, la facture est rejetée.

Nantissement

Le SEO est chargé de fournir aux titulaires des marchés spécifiques, aux bénéficiaires de cession ou de nantissement de créance, les renseignements et états prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font :

- par messagerie électronique;
- par la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), sur le site www.marches-publics.gouv.fr

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectuera en français.

9.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent SAD. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution des marchés spécifiques. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.5 Résiliation

Les stipulations du CCAG/FCS sont applicables ainsi que celles du présent CCP.

Résiliation de l'admission de la candidature au SAD

Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique relatifs aux motifs d'exclusions de la procédure de passation, les opérateurs économiques sont soit exclus de plein droit, soit à l'appréciation de l'acheteur.

Après signature du SAD, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le SAD sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de redressement judiciaire, le SAD est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le SAD est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le SEO se réserve le droit de résilier le SAD sans mise en demeure préalable et sans indemnités dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles et notamment en cas de :

- exécution défailante d'un ou plusieurs marchés spécifiques par le titulaire ;
- remise répétée d'offres inacceptables ;
- remise répétée d'offres irrégulières ;
- remise répétée d'offres inappropriées.

La résiliation du SAD avec l'un de ses titulaires n'entraîne pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires.

La résiliation du SAD intervient pour les consultations postérieures à sa date de décision ; elle n'entraîne pas la résiliation des marchés spécifiques notifiés antérieurement à cette décision.

Résiliation des marchés spécifiques

Un marché spécifique peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques en application de l'article 45 du CCAG/FCS, dans les cas cités à l'article 41 du CCAG/FCS.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

En cas de résiliation d'un marché spécifique prononcée aux frais et risques du titulaire défailant, la mise en concurrence pour la passation du marché spécifique pourra être organisée entre les autres titulaires du SAD.

Cette résiliation est prononcée par écrit par le bureau Achat du CSTA et notifiée au titulaire.

9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Le titulaire prend à sa charge les frais et risques résultant de tout dommage occasionné par le produit jusqu'à sa livraison.

9.7 Litiges et contentieux

Le présent SAD est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de PARIS situé 7, rue de Jouy - 75004 PARIS.

9.8 Fiscalité des produits pétroliers

Sur certains sites les livraisons s'effectuent en acquitté par le repreneur (facturation HT, mise à la consommation par le fournisseur au nom du SEO : nécessite d'être identifié comme entrepositaire agréé dépendant du SEO, de disposer d'une procuration en douanes du directeur du CLEO et d'une habilitation en Pro-douane correspondante).

En cas de difficultés rencontrées par les sociétés à effectuer les livraisons, en respectant cette procédure, il leur est possible néanmoins de livrer en acquitté. Toutefois, dans ce cas, la contribution professionnelle des stocks stratégiques pétroliers (CPSSP) ne sera pas refacturée au SEO.

ARTICLE 10 - ANNEXES

- Annexe 1 : Spécification DCSEA 134
- Annexe 2 : Spécification DCSEA 118
- Annexe 3 : Quantités par site et par mode d'approvisionnement, à titre d'information, pour l'année 2023
- Annexe 4 : Carte sur l'allotissement
- Annexe 5 : Dispositions spécifiques à la livraison DDP de F-35 et de F-18 par camion-citerne civil
- Annexe 6 : Dispositions spécifiques à l'enlèvement EXW de F-35 par camion-citerne
- Annexe 7 : Exemple d'un marché spécifique
- Annexe 8 : Invitation à concourir
- Annexe 9 : Principe de déroulement du système d'acquisition dynamique

ARTICLE 11 - DEROGATIONS

Le présent CCP déroge au CCAG/FCS :

- en son article 7.2 en ce qui concerne les délais contractuels d'exécution (articles 13.3.2 et 21.5 du CCAG/FCS),
- en son article 7.4 en ce qui concerne la formule de calcul des pénalités pour retard (article 14.1.1 du CCAG/FCS),
- en son article 7.5 en ce qui concerne les délais pour procéder aux opérations de vérifications du produit livré (article 30.1 du CCAG/FCS),
- en son article 7.7 en ce qui concerne les délais d'admission du produit livré (article 30.1 du CCAG/FCS).
- en son article 9.5 en ce qui concerne la résiliation des marchés spécifiques (article 41 du CCAG/FCS) et la résiliation du SAD (article 42 du CCAG/FCS).